Chers amis,

Je vous invite à lire et à soutenir l'argumentaire de Raul Magni-Berton, du collectif Espoir RIC, qui nous suggère de signer une pétition officielle pour le RIC constituant sur la plateforme de l'Assemblée nationale à ce lien.
Je suis convaincu que les élus ne nous donneront jamais le pouvoir constituant, à moins d'y être contraints.
Cette pétition officielle peut appliquer une pression supplémentaire, et surtout mettre en lumière leur répugnance à donner un vrai pouvoir de décision aux citoyens, comme cela a été le cas durant la commission des lois du 05/04/2023.

Bonnes lectures… et faites passer

Étienne.

Raul Magni-Berton du collectif ESPOIR RIC :

Le 17 novembre dernier nous avions soumis sur le site des pétitions de l'Assemblée nationale une proposition de lois pour introduire dans notre Constitution le référendum d'initiative citoyenne constituant. Grâce à un nombre de signatures non négligeable, la commission des lois a dû l'examiner. Après un débat que vous pouvez regarder ici, elle l'a classée. Qu'à cela ne tienne, une nouvelle pétition pour demander le RIC constituant est à nouveau déposée depuis le 1er mai 2023 sur le site.

Nous avons pris soin de répondre à leurs objections et de concéder ce qui peut être concédé pour qu'ils ne puissent pas la classer en utilisant toujours les mêmes arguments. Ils en utiliseront certainement d'autres pour la classer à nouveau. Mais si vous nous aidez, à chaque fois, ils auront une nouvelle pétition sous le nez, tout le temps, une nouvelle pétition qui renaît sans cesse de ses cendres.

Pourquoi faut-il la signer ?

Le RIC constituant, qui donne à tous les citoyens le contrôle permanent sur leur Constitution, est une idée très populaire. Depuis 2019, les sondages nous disent régulièrement qu'il est soutenu par environ ¾ des répondants. Aussi, si on regarde quels types de profils le soutiennent le plus, on retrouve à l'œuvre la logique classique selon laquelle « **plus on a accès au pouvoir, moins on est enclin à le partager** ». En 2022, par exemple, 65% des cadres y sont favorables contre 79% des ouvriers. 57% parmi les répondants les plus riches, 77% parmi les plus pauvres. 65% parmi ceux qui ont BAC+5, 77% parmi ceux qui ont le BAC. Et surtout, 61% parmi ceux qui vivent dans l'agglomération parisienne contre 81% dans les communes rurales.

Ce soutien incroyable ne semble pas troubler plus que ça le sommeil de nos représentants. Issus du monde des cadres, des riches, des gens instruits et parisiens, la plupart d'entre eux est contre le RICC. Tant que les représentés ne s'expriment pas, leurs représentants peuvent vivre comme si cette revendication n'existait pas. Pourtant, pour eux, le site des pétitions de l'Assemblée nationale est une lecture matinale. À côté des e-mails qu'ils reçoivent régulièrement, ils voient chaque jour comment la revendication croît, ils doivent chaque jour se frotter avec. Certains seront tentés de nous plaire, d'autres, plus sincères, se rappelleront de ce que signifie ne pas pouvoir contrôler son destin.

Bien sûr, ce n'est pas suffisant. Mais par cette pétition nous voulons dire que nous ne sommes pas résignés. Que nos droits sont nos droits, et nous n'oublierons pas de les demander. Quand la vie familiale, le boulot, les soucis, détourneront notre attention du RICC, notre signature, elle, restera.

Certains nous disent que cela ne servira à rien, qu'il faudra une révolution. Sans doute. Mais en attendant cette révolution, n'oublions pas de signer. Cela ne coûte pas grande chose, et nous informe combien de personnes seraient prêtes à la faire. Et puis, même dans une révolution, il faut des objectifs clairs. Il faut dès maintenant préparer les règles, les contrôles, les droits citoyens que toute révolution ou réforme devra garantir. Ce RIC constituant en fait partie puisque de simples électeurs, ils nous rendra citoyens.

Pour signer la pétition indépendante du gouvernement, nous compter et rester en contact (si ce n'est pas déjà fait) :
https://petition.ric-france.fr/assemblee-nationale

Pour signer la pétition officielle :
https://petitions.assemblee-nationale.fr/initiatives/i-1559

Cette nouvelle pétition vise à répondre aux « arguments » de ces élus :